



**LA COALITION KAYA DES ENTREPRISES DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE
RÉAGIT À L'ACCORD DE GOUVERNEMENT :
ELLE DÉCERNE QUELQUES DISTINCTIONS MAIS SURTOUT UNE NOTE MÉDIOCRE.**

Les distinctions

Le Gouvernement s'impose comme objectif une réduction de 55% des émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030 et verra de quelle manière nous pourrons atteindre l'ambition de neutralité climatique, d'ici 2040.

Le Gouvernement prend enfin conscience que le nombre d'épidémies a triplé depuis 40 ans et qu'il ira croissant.

Le Gouvernement exclut tout accès aux mesures de soutien/relance pour les entreprises actives dans les paradis fiscaux.

Référence est faite plusieurs fois au Green Deal (et Next Generation) européen.

Le Gouvernement prévoit l'utilisation des fonds pour les investissements dans les infrastructures (si possible via la mobilisation des provisions nucléaires) afin de financer la transition énergétique au travers de contrats de performance énergétique et de partenariats publics privés.

La Société fédérale de participation et d'investissements prendra l'initiative de mettre en place un fonds de transformation afin de soutenir la réorientation des entreprises pour lutter contre les changements climatiques, entre autres. Elle réduira ses investissements dans les énergies et combustibles fossiles. D'ici à 2030, l'État fédéral et les institutions sous sa tutelle devront s'être entièrement retirés des entreprises à forte émission de gaz à effet de serre qui ne sont pas engagées dans la transition énergétique.

Le Gouvernement définira une norme énergétique pour les entreprises et consommateurs.
Le Gouvernement examinera le concept d'entreprise libérée avec les partenaires sociaux.

Le Gouvernement fera du renouveau démocratique une priorité et expérimentera de nouvelles formes de participation citoyenne, comme les cabinets citoyens ou les panels mixtes à la Chambre réunissant des parlementaires et des citoyens tirés au sort.

Le Gouvernement reconfirme le calendrier de sortie du nucléaire avec le bémol qu'il est conditionné à notre sécurité d'approvisionnement, ce qui entrouvre la possibilité de prolongation des deux centrales.

Le Gouvernement déploiera l'éolien en mer du Nord.

Le Gouvernement semble vouloir mettre la lutte contre la crise de la biodiversité plus haut dans l'agenda.

Note médiocre pour une proposition insuffisante

Le plan de relance du Gouvernement visera à accélérer la transition vers une économie durable et résiliente mais il reste très flou à ce sujet.

Le Plan National de l'Énergie et du Climat (PNEC) ne tient pas compte des émissions indirectes. Même si la comparaison est périlleuse (Bruxelles n'est pas la Belgique), rappelons que celles-ci contribuent à 83 % des émissions globales en Région Bruxelloise (source Bxl Environnement). Le Gvt ne travaillera donc que sur une minorité des émissions, dites directes. De plus, sachant que les principes du Green deal seront suivis par la Belgique, fort est à parier que seuls 30 % de la relance sera durabilisée. Cela est totalement contradictoire avec l'objectif affiché de neutralité à 2040. Le Gouvernement est-il dans le mensonge ? Ou dans l'ignorance ? Peut-être un peu des deux ?

Le Pacte national d'Investissements stratégiques est dans une pensée en silo. Le Gvt veut en même temps soutenir la numérisation et la transition énergétique, sans tenir compte du fait que la digitalisation et l'intelligence artificielle créent encore plus de distance entre l'homme et la nature, sans créer d'emploi net sur le long terme.

Le Gouvernement veut convaincre la population qu'il faut déployer la 5 G.

Le télétravail pourrait être généralisé, sans avoir étudié le trade off en termes de bilan carbone de nos maisons que nous chaufferons plus versus la diminution des kms parcourus en voiture. Le Gvt devrait encourager uniquement le télétravail pour ceux qui vont au boulot en voiture. Pour les autres qui utilisent les transports en commun ou le vélo/marche, l'augmentation des frais de chauffage pourraient être supérieurs aux gains (sauf si habitat passif).

Pas un mot sur l'entreprenariat durable ni l'économie sociale (stricto sensu).

Pas un mot sur la consommation durable.

La chapitre Fiscalité, matière fédérale, aurait pu être une opportunité. Hélas, les propositions sont floues. C'est le cas de la tarification carbone pour le climat. De plus, il n'y a aucune mention d'une TVA adaptée selon le degré de contenu carbone des produits. Sans cela, il n'y aura aucun changement dans les comportements d'achat et dans les styles de vie.

Le Gouvernement prévoit un plan pour l'économie circulaire mais il ne propose aucun objectif ni aucune mesure précise.

Pour cet Accord de Gouvernement, la Coalition KAYA accord une note de 8/20, estimant la proposition largement insuffisante compte tenu de l'urgence de traiter les enjeux sociaux et environnementaux.